

**Arrêté préfectoral n° 2023-1725 du 24 octobre 2023
modifiant les prescriptions complémentaires fixées à la société NEXTER ARROWTECH pour
l'établissement qu'elle exploite, route de Villeneuve sur le territoire
de la commune de La Chapelle-Saint-Ursin**

Le Préfet du Cher
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

Vu le décret du 29 juillet 2022 du président de la république portant nomination de monsieur Maurice BARATE, préfet du Cher ;

Vu le décret du 20 avril 2023 du président de la république portant nomination de madame Camille de WITASSE THÉZY, secrétaire générale de la préfecture du Cher ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 3001 du 12 mai 1995 modifié autorisant la société LUCHAIRE DEFENSE à poursuivre les activités exercées dans son unité de production implantée sur le territoire de La Chapelle-Saint-Ursin et de Morthomiers et à y adjoindre une unité de fabrication mécanique ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2021-1254 du 20 octobre 2021 relatif aux travaux de traitement et de gestion des pollutions ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2023-1046 du 15 juin 2023 accordant délégation de signature à madame Camille de WITASSE THÉZY, secrétaire générale de la préfecture, sous-préfète chargée de l'arrondissement de Bourges ;

Vu la nomenclature des installations classées ;

Vu la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués de la direction générale de la prévention des risques d'avril 2017 ;

Vu le courrier du 1er décembre 2006 de la société NEXTER MUNITIONS déclarant la modification de la raison sociale ;

Vu le courrier de la société NEXTER ARROWTECH du 21 mars 2023 relatif aux travaux de traitement et de gestion des pollutions au sein de l'établissement NEXTER à La Chapelle Saint-Ursin auquel est joint la note complémentaire aux plans de gestion des zones 2, 8, 9 et 10 de la société GINGER BURGEAP référencée LB3700027-1016231 du 16 mars 2023 ;

Vu le courrier de la société NEXTER ARROWTECH du 20 avril 2023 apportant des réponses à la demande de compléments de l'inspection des installations classées du 29 mars 2023 ;

Vu le rapport du 1er juillet 2023 de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté le 20 juillet 2023 à la connaissance de l'exploitant au titre de la procédure contradictoire ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 25 juillet 2023, dans les délais fixés au titre de la procédure contradictoire ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 13 octobre 2023 ;

Considérant que le site exploité par la société NEXTER ARROWTECH sur les communes de La Chapelle-Saint-Ursin et de Morthomiers est en activité ;

Considérant que la société GINGER BURGEAP est certifiée par le Laboratoire national d'essais (LNE), Sites et Sols Pollués (SPP) pour le domaine « Études, assistance et contrôle » ;

Considérant que des activités potentiellement polluantes ont été mises en œuvre dans l'emprise du terrain exploité par la société NEXTER ARROWTECH ;

Considérant que la mise en œuvre des travaux de dépollution et les consultations des entreprises conduisent la société NEXTER ARROWTECH à adapter le plan de gestion initial des zones polluées 2, 8, 9 et 10 ;

Considérant que l'exploitant a mis à jour les plans de gestions desdites zones en référence à la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués ;

Considérant que les pollutions constituent une atteinte à l'environnement et qu'elles sont susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant dès lors qu'il convient de mettre en œuvre les mesures aptes à placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture,

Arrête

Article 1 : Champ d'application

La société NEXTER ARROWTECH dont le siège social est situé 13 route de la Minière 78034 Versailles, ci après dénommé exploitant, est tenue de se conformer aux prescriptions complémentaires du présent arrêté pour l'exploitation de son établissement situé chemin de Villeneuve sur le territoire de la commune de La Chapelle-Saint-Ursin.

Article 2 :

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2021-1254 du 20 octobre 2021 relatif aux travaux de traitement et de gestion des pollutions sont annulées et remplacées par les dispositions suivantes :

« La société NEXTER ARROWTECH met en œuvre les modalités de traitement et de gestions des pollutions identifiées dans les courriers de la société NEXTER du 30 septembre 2020, du 21 mars 2023 et les plans de gestion susvisés.

Les zones polluées sont localisées sur le plan annexé au présent arrêté.

Les mesures de gestion et les objectifs de réhabilitation sont :

Zones polluées	Principaux polluants	Techniques retenues	Principaux objectifs de réhabilitation
Zone 2	COHV dans les sols	Excavation et évacuation hors site	COHV : 2 mg/kg _{MS}
	Hydrocarbures dans les sols	Excavation et évacuation hors site (biotertre)	Hydrocarbures C10-C40 : 500 mg/kg _{MS}
Zone 3	Hydrocarbures dans les sols	Traitement biologique sur site (biotertre)	Hydrocarbures C10-C40 : 2 500 mg/kg _{MS}
	Métaux et métalloïdes dans les sols	Excavation et évacuation hors site	Antimoine : 2,4 mg/kg _{MS} Mercure : 0,1 mg/kg _{MS} Plomb : 50 mg/kg _{MS}
Zone 4	COHV dans les gaz du sol	Traitement in situ par ventilation de la zone non saturée.	Dans les gaz du sol : COHV (PCE) : 5 000 µg/m ³ Dans l'air intérieur des bâtiments : COHV (PCE) 250 µg/m ³
Zone 5	Hydrocarbures dans les sols	Traitement biologique sur site (biotertre)	Hydrocarbures C10-C40 : 2 500 mg/kg _{MS}
Zone 6	Hydrocarbures dans les sols	Traitement biologique sur site (biotertre) et/ou bioventing.	Hydrocarbures C10-C40 : 1 200 mg/kg _{MS}
Zone 7	HAP dans les sols	Excavation et évacuation hors site	HAP : 25 mg/kg _{MS}
	TNT dans les sols	Excavation et évacuation hors site	TNT : 51 mg/kg _{MS}
	TCE dans les sols	Excavation et évacuation hors site	TCE : 2 mg/kg _{MS}
	Métaux et métalloïdes dans les sols	Excavation et évacuation hors site	1,5 fois le bruit de fond national
	Déchets amiantés	Évacuation des déchets amiantés	Sans objet
Zone 8	Explosifs (TNT et hexogène) dans les sols	Excavation et traitement par hydrolyse alcaline sur site	TNT : 51 mg/kg _{MS} Hexogène : 38 mg/kg _{MS}
	Hydrocarbures dans les sols	Excavation et traitement par hydrolyse alcaline sur site	Hydrocarbures C10-C40 : 2 500 mg/kg _{MS}
	Métaux et métalloïdes dans les sols	Confinement sur site par recouvrement	Arsenic : 15 mg/kg _{MS} Cadmium : 0,8 mg/kg _{MS} Chrome : 130 mg/kg _{MS} Cuivre : 220 mg/kg _{MS} Mercure : 1,5 mg/kg _{MS} Plomb : 52 mg/kg _{MS} Zinc : 120 mg/kg _{MS}
Zones 9-10	Lagune 1	Flegmatisation, excavation et traitement par hydrolyse alcaline sur site	
	Lagune 2	Flegmatisation, excavation et traitement par hydrolyse alcaline sur site	
Zone 11	Hydrocarbures dans les sols	Excavation et évacuation hors site	41 mg/kg _{MS}

	Métaux dans les sols	Excavation et évacuation hors site	Antimoine : 2,2 mg/kg _{MS} Arsenic : 25 mg/kg _{MS} Cadmium : 0,45 mg/kg _{MS} Chrome : 90 mg/kg _{MS} Cuivre : 20 mg/kg _{MS} Mercure : 0,1 mg/kg _{MS} Nickel : 60 mg/kg _{MS} Plomb : 50 mg/kg _{MS} Zinc : 100 mg/kg _{MS}
	Déchets	Évacuation hors site	Sans objet

»

Article 3 :

Les dispositions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2021-1254 du 20 octobre 2021 relatif à la surveillance des eaux souterraines sont annulées et remplacées par les dispositions suivantes :

« L'exploitant met en œuvre une surveillance à minima bi-annuelle (hautes eaux et basses eaux) de la qualité des eaux souterraines dans les piézomètres et les puits identifiés sur le plan annexé au présent arrêté.

Un relevé des niveaux piézométriques et des mesures de qualité des eaux souterraines sont en outre réalisés pendant les travaux de traitement et de gestion des pollutions dans les sols.

Les mesures à réaliser concernent les paramètres et substances suivants :

- pH ;
- conductivité ;
- oxygène dissous ;
- 12 métaux et métalloïdes ;
- composés organiques halogénés volatils (COHV),
- hydrocarbures C6-C40 ;
- HAP ;
- BTEX ;
- composés explosifs (20 composés) ;
- formiate, formaldéhyde, nitrates, nitrites, oxyde nitreux.

Les prélèvements sont effectués selon la procédure AFNOR FD-X-31-615 par un organisme compétent et les analyses sont réalisées par un organisme agréé par le ministère en charge de l'environnement. Les conditions de mesure sont fixées par les normes correspondant à chaque paramètre à analyser.

Les résultats de cette surveillance, comportant une interprétation des données, sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant informe l'inspection des installations classées de toute dégradation anormale de la qualité des eaux souterraines.

Un bilan quadriennal de la qualité des eaux souterraines est transmis au préfet. »

Article 4 :

En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré par courrier auprès du tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45 057 Orléans Cedex 1 ou par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet : www.telerecours.fr par :

1° : l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée,

2° : les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) l'affichage en mairie de La Chapelle-Saint-Ursin pendant une durée minimum d'un mois ;

b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le Cher, pendant une durée minimale de quatre mois.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 5 :

1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de La Chapelle-Saint-Ursin et peut y être consultée,

2° Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de La Chapelle-Saint-Ursin pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par les soins du maire de La Chapelle-Saint-Ursin à la préfecture du Cher,

3° Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Cher qui a délivré l'acte pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 6

La secrétaire générale de la préfecture, le maire de La Chapelle-Saint-Ursin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Centre-Val-de-Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée ainsi qu'à la société NEXTER ARROWTECH.

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale,

Camille de WITASSE THÉZY